

Au CSL de MAXEVILLE, la violence a atteint son paroxysme !

Le 10 mai 2025, un surveillant a été menacé de décapitation par un détenu connu pour sa radicalisation. Le seul tort du surveillant a été de faire son travail, de ne pas répondre assez rapidement à une demande du détenu selon le détenu bien évidemment, et de lui expliquer la conduite à tenir et le règlement à respecter au sein de la structure.

L'UFAP UNSa Justice pense qu'un drame humain a été évité :

À 14h, le détenu veut se battre avec le surveillant lors de sa permission de sortir, vu le profil du détenu, imaginons si au retour à 15h, il réintègre armé, sachant que le surveillant est particulièrement isolé ...! Un détenu qui avait menacé le même surveillant, était reparti à la maison d'arrêt de Nancy pour son attitude inappropriée, inadaptée avec un placement en CSL !

À notre grand étonnement, 15 jours plus tard, il est de retour et le surveillant lui confisque pour la 4ème fois son portable et se voit insulté de « fils de pute » pour son travail bien fait.

La question que se pose l'UFAP UNSa Justice est la suivante :

Comment se fait-il que de tels profils se retrouvent en CSL ?

La libération sous contrainte met en danger journalièrement le personnel du CSL.

Les aménagements de peine doivent individualiser la peine... préparer véritablement à la sortie...

Prévenir la récidive ... !

Mais pas à n'importe quel prix !

Et certainement pas contre la sécurité du personnel où en générant sa mise en danger !!!

A Maxéville, sur 40 détenus pris en charge seulement 5 travaillent, les autres sont des cas psy, des personnes addicts en tous genres, des violents... et maintenant même des radicalisés !

Notre système carcéral et ses décideurs doivent se poser les bonnes questions, un CSL n'est pas la poubelle des établissements qui n'arrivent pas à gérer leurs indésirables ou même encore un simple outil statistique permettant de jouer avec les chiffres...

Les personnels sont à bout, les accidents de service se multiplient, les agents attendent des renforts pour leur sécurité depuis des années... qui peinent et tardent à venir !!!

L'Administration doit revoir ses orientations sans attendre qu'un drame ne survienne !

L'UFAP UNSa Justice restera force de proposition pour le collectif travail, n'acceptera et ne banalisera jamais la violence d'où qu'elle vienne !!!